

L'hebdo une pièce

# MAL-LOGEMENT : CES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT



DOSSIER

En France, près d'une personne sur dix vit mal son logement. Cette semaine, le JT part à la rencontre de maçons d'un nouveau genre qui trouvent des clés pour mieux se loger.

pages 06 à 10

GRAND ANGLE

COMMENT VOTER EN PRISON ?

Seuls 4% des 50 000 détenus de France votent. L'association Robin des Lois les aide à retrouver leur place de citoyen.

page 03

EN VUE

EXPLORATEURS EN TERRE INCONNUE

Cinq aventuriers originaires du Sud-Ouest partent en Laponie à la rencontre du dernier peuple autochtone d'Europe.

page 04

LA QUESTION

POURQUOI DES SANGLIERS À TOULOUSE ?

Comment un sanglier a-t-il pu s'inviter chez un commerçant de Gratentour ? Le JT a enquêté sur cette invasion porcine.

page 05

©Hélène Ressayres

LA MEILLEURE FAÇON DE  
TROUVER  
UN TRAVAIL  
C'EST D'ALLER AU

TAF  
LE SALON  
TRAVAIL-AVENIR-FORMATION  
DE LA RÉGION

Plus d'infos sur [laregion.fr](http://laregion.fr)

3/4 MARS - TOULOUSE  
PARC DES EXPOSITIONS - 9H30/17H30



RETROUVEZ NOS ARTICLES  
PREMIUM SUR LE WEB



Toutes vos questions formation au  
0 800 00 70 70  
APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Inscriptions entreprises 3995  
(0,15 euro/mois)



## L'ÉDITORIAL

/// Par la nouvelle équipe du Journal Toulousain

## Délogeons le fatalisme !

Il s'agit certes d'un «néologisme défectueux» selon Wikipedia mais en l'inventant à l'occasion de son premier rapport sur le sujet en 1996, la Fondation Abbé-Pierre aura eu le grand mérite de mettre un nom sur un problème de société majeur jusque-là sous-estimé : le mal-logement.

Depuis, le terme s'est imposé dans le débat public et a même fait des petits (malbouffe, etc.). Mais la situation, elle, est toujours aussi préoccupante. 4 millions de personnes "mal-logées" et plus de 12 millions en situation de fragilité face au logement selon le dernier rapport de la Fondation. Et en la matière, point de «*misère moins pénible au soleil*», Toulouse est à la même enseigne, voire en pointe comme toutes les grandes villes où la pression démographique et immobilière est intense.

« Ne pas nier la réalité  
mais refuser le fatalisme »

Face à une problématique d'une telle envergure, nous pourrions rentrer encore plus dans les détails, analyser en profondeur les raisons d'une telle précarité ou bien continuer à relater le parcours du combattant qu'est devenue la recherche d'un logement. Mais sans pour autant cesser de chercher à comprendre, on peut supposer que, depuis plus de 20 ans que le sujet est sur la table, ce travail a été fait et refait. Sans que l'on ne voit poindre des jours meilleurs. Alors il y a dans l'air comme une lassitude à se restreindre au constat.

C'est tout le sens de l'orientation prise par le Journal Toulousain et d'autres médias. Il ne s'agit pas de nier la réalité mais de refuser le fatalisme. Car si LA solution n'existe pas, les envies, les idées – des plus utopiques aux plus concrètes – les alternatives – du système D aux projets d'ampleur – et les initiatives, qu'elles soient institutionnelles ou associatives, elles, ne manquent pas.

Il ne faudrait surtout pas que l'enthousiasme animant ceux qui luttent depuis des années contre le mal-logement finisse par s'essouffler. Il est temps de leur donner le petit coup de projecteur qu'ils méritent.

▶ Réagissez à cet édito sur nos réseaux sociaux



# SOMMAIRE

### Page 03

GRAND ANGLE  
Comment votent les détenus ?

### Page 04

ILS MÉRITENT DE FAIRE LA UNE  
L'expédition Ulminak,  
explorateurs en terre inconnue

### Page 05

LA QUESTION  
Pourquoi y a-t-il autant  
de sanglier autour de Toulouse ?



## DOSSIER

MAL-LOGEMENT :  
CES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT

### Page 06

Les voyants sont au rouge

### Page 07

Et si l'on habitait  
dans des bureaux vides ?

### Page 08

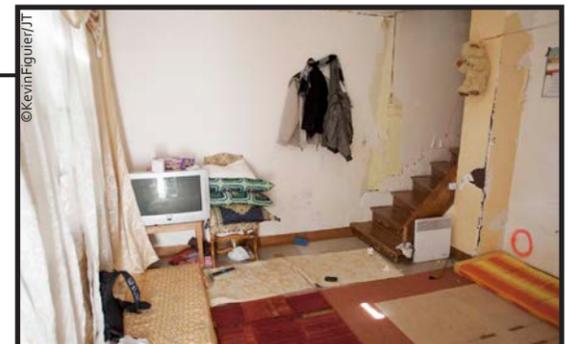
Échange aide à la rénovation  
contre loyer modéré

### Page 09

L'habitat social,  
une caution contre le mal-logement

### Page 10

Les solutions de la semaine

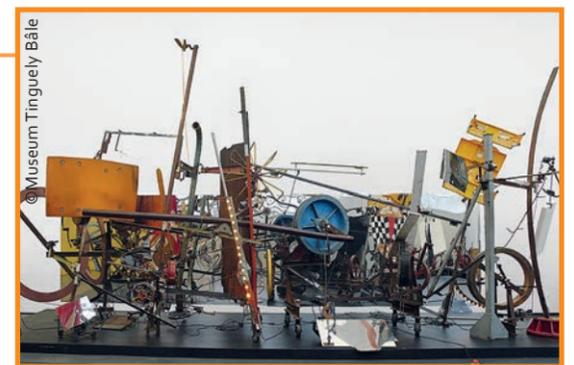


### Page 11

CULTURE  
Les Abattoirs exposent  
le Nouveau Réalisme

### Page 12

LÈCHE-VITRINE  
; Mucho ! Un petit coin de Séville  
à savourer



LIRE C'EST PARTICIPER

est édité par Scoparl News-Medias 3.1

32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulousain.fr

Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1016 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman-Pradel

RÉDACTRICE EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
severine.sarrat@lejournaltoulousain.fr

RÉDACTION :  
Nicolas Mathé, Marine Mugnier,  
Delphine Tayac, Séverine Sarrat, Gael  
Cérez, Brice Bacquet, Audrey Somazzi  
et Thomas Gourdin.

CHEF DE PROJET :  
Cécile Varin

CHEF DE PROJET WEB :  
Vincent Penalba

CORRECTION :  
Thomas Gourdin

PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix, Kevin Figuière, Hélène Res-  
sayres.

MAQUETTE :  
Isabelle Aubry

IDENTITÉ VISUELLE :  
www.ecoimage.fr

ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulousain.fr  
Le Journal Toulousain est habilité à  
publier les annonces légales et  
judiciaires à Toulouse  
et l'arrondissement de Muret  
Tarif préfectoral 2016 : 4,12 € HT la ligne.

ABONNEMENT :  
48 € pour 50 numéros et le contenu  
numérique.

SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publi-  
citaires)

Véronique Lapeyre  
Tél : 07.62.89.26.21  
service.commercial@lejournaltoulou-  
sain.fr

IMPRESSION :  
Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)

Journal fondé en 1997  
par André Gallego

## Comment votent les détenus ?

**J-58.** Alors que l'élection présidentielle approche à grands pas, le JT va à la rencontre de ceux qui abordent la politique autrement. Aujourd'hui, en France, 50 000 détenus ont le droit de vote. Pourtant seulement une minorité d'entre eux l'utilise. L'association Robin des Lois propose une solution pour remettre les personnes incarcérées sur le chemin des urnes.

/// Marine Mugnier

«Lorsque vous êtes détenu, c'est très compliqué d'aller voter et rien ne vous rappelle que vous êtes encore un citoyen», confie Pierre\*, incarcéré six ans à la maison d'arrêt de Seysses et au centre de détention de Muret. Cela aurait des conséquences sur le taux de participation : selon l'Observatoire international des prisons, si 50 000 détenus ont le droit de vote en France, moins de 4% d'entre eux ont participé aux élections présidentielles de 2012. Aujourd'hui, deux moyens de voter existent pour les personnes écrouées. Mais c'est «un véritable

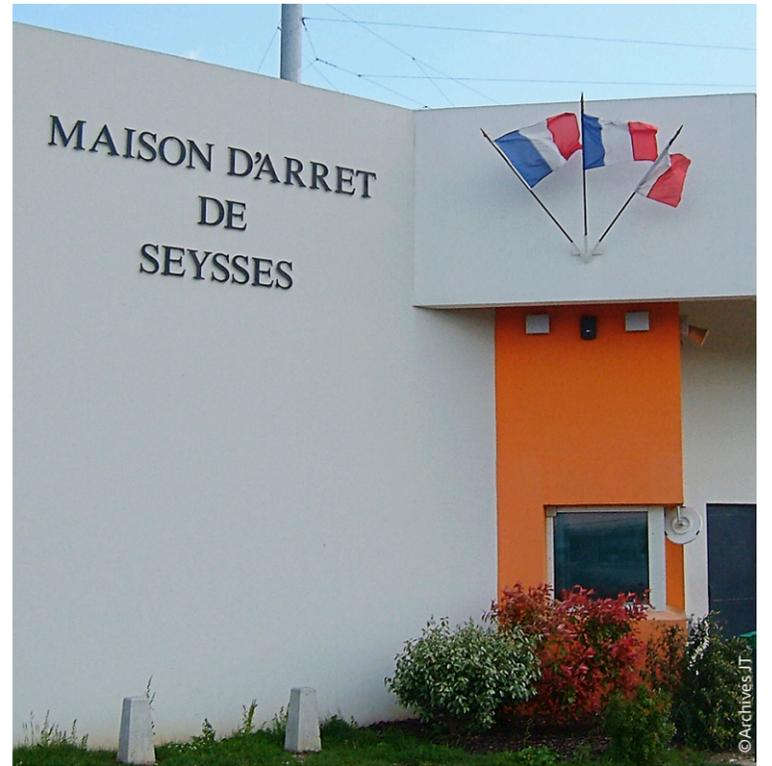
parcours du combattant», d'après François Korber, délégué général de l'association Robin des Lois et spécialiste de la question. Depuis 2009, la loi permet aux détenus de s'inscrire sur les listes électorales de la commune où ils sont incarcérés et ainsi de voter par procuration. Or, il est très diffi-

une permission de sortie : sauf qu'il serait «héroïque», selon François Korber, d'utiliser un jour de permission pour aller voter plutôt que pour aller, par exemple, à l'enterrement d'un membre de sa famille. Ainsi, Pierre a dû surmonter de nombreux obstacles pour faire son devoir de citoyen alors qu'il

« Je n'aurai pas pu voter sans qu'une personne se démène pour moi à l'extérieur »

cile pour eux de trouver un mandataire sur place : «Si vous venez d'un petit village près de Toulouse, vous ne connaissez pas forcément quelqu'un de confiance à Seysses ou Muret», explique-t-il. Le détenu peut également demander

était encore derrière les barreaux. Il y est finalement arrivé grâce à la Ligue des droits de l'Homme de Toulouse «mais je n'aurais pas pu voter sans qu'une personne se démène pour moi à l'extérieur», précise-t-il, reconnaissant.



Afin de rendre le vote plus accessible, Robin des Lois se bat pour que des urnes soient installées au cœur même des prisons. Une solution déjà adoptée en Pologne où en 2011, près de 59 % des détenus ayant le droit de vote auraient participé aux élections législatives. «Si nous n'arrivons pas à le mettre en place en France pour la présidentielle, nous essaierons à nouveau pour les législatives», explique François Korber, déterminé. Le délégué général le rappelle, il ne s'agit pas de donner le droit de vote à des personnes en ayant été déchues mais d'offrir

à celles qui l'ont les moyens de l'utiliser : «On dit qu'il faut que la prison prépare une réinsertion : leur permettre de mettre un bulletin dans l'urne est l'occasion de montrer aux détenus qu'ils font partie de la société», argumente François Korber. Pierre partage son avis : «Il faut faciliter le vote car les décisions politiques influent aussi sur le quotidien en prison.»

\*Le prénom a été changé.

@MarineMugnier

[www.to13.com](http://www.to13.com)

200

► C'est en euros le montant de l'aide accordée par l'État pour l'achat d'un vélo à assistance électrique. Ce coup de pouce s'applique aussi aux hoverboards et autres véhicules à moteur à deux ou trois roues. Un moyen de rendre abordables ces transports plus écologiques.



## Stop à la corruption

Samedi 25 février, un rassemblement citoyen contre les malversations politiques est organisé sur la place du Capitole. La manifestation se revendique non-violente et ne dépend d'aucun organisme syndical ou partisan. L'objectif ? Dénoncer les dérives de la classe politique.



## Des Toulousains aux Oscars !

Le court-métrage "Asterix" propulse six jeunes diplômés de l'École supérieure des métiers artistiques de Toulouse au rang de nominés pour recevoir une récompense cinématographique à Los Angeles. Verdict dimanche 26 février.

## Aires de passage

► La loi Besson oblige les communes de plus de 5 000 habitants à fournir des terrains aménagés à l'occasion des rassemblements traditionnels ou occasionnels. Toulouse accueillera cette année les gens du voyage dans le quartier Saint-Simon, rue Anne Guibal-Cammas.

# ILS MÉRITENT DE FAIRE LA UNE

## L'EXPÉDITION ULMINAK

### Explorateurs en terre inconnue



### Expédition

«Notre idée ambitieuse n'est pas une partie de plaisir : les températures tombent à -40° la nuit et nous risquons de croiser loups et gloutons. Mais notre projet un peu fou a un sens», explique Michel Boubekeur, meneur de chiens de traîneau (musher) amateur. L'expédition Ulinak en Laponie vise à réaliser une vidéo de 52 minutes pour témoigner des conséquences du réchauffement climatique, impactant la vie des Sames, des chasseurs et éleveurs de rennes.

### Innovation

Pour être en autonomie énergétique et afin de recharger les batteries des caméras, les membres de l'équipée ont installé des panneaux solaires et une éolienne sur deux pulkas, des traîneaux d'assistance technique conduits par une moto neige. Les 28 huskies, qui tractent deux autres attelages, sont aussi mis à contribution. Ils portent des colliers connectés, mis au point par Sigfox (fournisseur toulousain d'un réseau à bas débit pour les objets connectés), qui grâce à la chaleur produite par le corps des chiens transmettent des données GPS, comme la température et la géolocalisation.

### Partage

Une aventure technologique mais également pédagogique. Avant leur départ, les explorateurs ont présenté leur projet dans six écoles toulousaines. Durant l'expédition, les élèves vont ainsi pouvoir étudier la population de la Laponie pendant leur classe de géographie et plancher sur le climat en cours de sciences.

### Projet

Tout est né d'une rencontre déterminante. Michel Boubekeur s'est initié voilà un an à la conduite des chiens de traîneaux auprès de Patrice Ségur, lui aussi musher, et dont le rêve est de réaliser un voyage dans le Grand Nord. Ensemble, ils fondent l'association Tannak Aventures qui porte l'expédition baptisée Ulinak, le nom du plus vieux chien de la meute. Technicien chez Enedis (ex-ERDF), Michel convainc alors, et sans difficultés, ses collègues sportifs de le suivre.

### Sud

Ils ne sont pas encore revenus du cercle polaire arctique que les explorateurs pensent déjà à la suite. Une nouvelle expédition est en réflexion pour un départ prévu en 2018 : cette fois-ci dans la moiteur et la chaleur amazoniennes. Désormais, pour le fondateur de l'association, l'objectif est «de se renforcer pour pouvoir en vivre financièrement.»

/// Par Audrey Sommazi

LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

## Pourquoi y a-t-il autant de sangliers autour de Toulouse ?

**GROIN GROIN.** Du Virgin Megastore en 2011 aux jardins particuliers saccagés, les razzias de sangliers se multiplient à Toulouse. Est-ce une tentative d'invasion porcine ? Le Journal Toulousain sabote leur plan.

/// Par Brice Bacquet

«Le 10 février, je travaillais tranquillement dans ma boutique quand, tout à coup, j'ai vu débouler du parking un sanglier qui est venu s'écraser sur la porte vitrée», raconte Jean-Claude Gomes, gérant d'Optique Gratentour, contacté par téléphone. L'animal, complètement déboussolé par l'impact, s'engouffre alors dans le magasin. «J'étais surpris, mais j'ai eu le réflexe de récupérer mon smartphone pour filmer la scène», poursuit l'opticien. La suite, beaucoup la connaissent grâce à une vidéo de deux minutes publiée le lendemain sur les réseaux sociaux. La bête se heurte aux murs avant de terminer sa course à l'extérieur.

«C'était malheureux parce qu'il se prenait les vitrines, au lieu de ressortir par la porte encore ouverte», se souvient le témoin.

C'était une première pour l'opticien. À Gratentour, apercevoir un sanglier n'est pas chose commune. Sa boutique se situe près

Au-delà de l'épisode de Gratentour, ce phénomène toucherait plusieurs régions françaises. Dans les années 1980, Bruno Cargnelutti et une équipe de scientifiques de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) s'étaient déjà penchés sur le su-

« C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue »

d'axes routiers et il n'y aurait aucun bois aux alentours. Pourquoi l'animal était-il là ? Est-ce le début d'une grande invasion ? Jean-Claude Gomes tente une explication : «Il fuyait peut-être une battue ou la destruction de son habitat par un quelconque chantier.»

jet. «Il y avait une forte population de sangliers du côté de Vieille-Toulouse, Goyrans, au bord de la Garonne et sur son confluent avec l'Ariège», explique le membre du laboratoire Comportement et écologie de la faune sauve. «Il faut savoir que c'est une espèce qui



vit en forêt, mais ces animaux sont souples et parfaitement capables de s'adapter à un environnement peu forestier voire pas du tout tant qu'ils ne sont pas dérangés par des promeneurs ou des chiens», poursuit-il.

Le spécialiste voit un lien entre la mise en friche du site d'AZF et leur présence autour de Toulouse. «Il est certain qu'avec la disparition de l'usine, de nouveaux secteurs de quiétude pour les sangliers sont peu à peu apparus, et cela à quelques pas de la ville», informe-t-il. «Ces espaces ont par la suite certainement été colonisés.»

Pourtant, aucune invasion en perspective. Bruno Cargnelutti rassure les lecteurs effrayés : il n'y a pas prolifération inquiétante de sangliers dans la métropole. Quant à leurs expéditions dans les rues toulousaines, le chercheur avance une hypothèse. «Les incursions d'animaux en centre-ville pourraient être le fait de bêtes poussées par des chiens lors des battues mais ce n'est qu'une supposition.» Et d'ajouter avec un humour certain : «C'est normal qu'ils aillent chez l'opticien, les sangliers n'ont pas une très bonne vue.»

@Bricebacquet

## S'ABONNER, C'EST NOUS SOUTENIR !



OUI je m'abonne au Journal Toulousain

1 AN

2 ANS

Mme  Mlle  M.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

CP : ! \_ / ! \_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulousain

par carte bancaire n° : \_\_\_\_\_

expire fin : ! \_ / ! \_ 3 chiffres figurant au dos de votre carte : ! \_ ! \_ !

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à :  
Le Journal Toulousain  
32 rue Riquet, 31000 Toulouse

/// ABONNEMENTS WEB À DÉCOUVRIR SUR : [www.lejournaltoulousain.fr](http://www.lejournaltoulousain.fr)

# MAL-LOGEMENT : DES INITIATIVES QUI DÉMÉNAGENT

**TOIT TOIT MON TOIT.** En France, près d'une personne sur dix vit mal son logement. Parce qu'elle doit compter sur les autres, que son foyer est trop exiguë, pas aux normes ou parce qu'elle n'en a tout simplement pas. Face à ce constat accablant, des étudiants, des associations ou des maires construisent des logements, convainquent des propriétaires de se lancer dans des rénovations ou optimisent des locaux inoccupés. Ils ne prétendent pas détenir la solution miracle mais trouvent des clés pour mieux se loger.

## LES VOYANTS SONT AU ROUGE



/// Par Séverine Sarrat

«Je n'ai pas les moyens de vivre ailleurs que dans un studio de 13 m<sup>2</sup> avec ma compagne. Et j'accepte des conditions d'insalubrité avérées car mon budget ne me permet pas de prétendre à mieux. J'accepte donc d'habiter dans un logement où les rats traversent l'unique pièce et où les odeurs d'égout inondent notre appartement», explique Pierre, 25 ans, sans emploi. Pourtant, il ne se plaint pas car «c'est

ça ou la rue !» Une situation extrême mais pourtant pas isolée. «En France, près de 15 millions de personnes sont aujourd'hui victimes de la crise du logement et soumises à des formes plus ou moins graves de mal-logement, un chiffre en constante augmentation dû notamment à la montée du chômage et la précarité de l'emploi», résume Frédérique Mozer, directrice régionale de la Fondation Abbé-Pierre. C'est le constat majeur du dernier rapport de la fondation sorti le mois dernier. Les situations de mal-logement sont diverses. Il peut s'agir de personnes privées de domicile personnel, de celles payant trop cher un logement, de foyers en situa-

tion de surpeuplement ou de précarité énergétique, sans compter ceux qui vivent dans des conditions d'inconfort notoire (manque d'eau courante, problème d'humidité...) ou d'insécurité. Certains comme Françoise, 59 ans, connaissent des épisodes d'absence de logement personnel. «À la mort de mon mari, avec qui je tenais une affaire, je n'ai pas pu gérer seule notre entreprise et elle a été liquidée. Rapidement, je n'ai plus assuré le paiement des loyers de notre appartement et j'ai été expulsée. Aujourd'hui, je dors dans la voiture», confie cette Toulousaine. En France, plus de 2 millions de personnes se trouvent dans son cas pendant au

moins un an, et 440 000 pendant plus de cinq ans. D'après l'enquête Logement de 2013, les ménages consacrent en moyenne 17,5 % de leurs revenus aux dépenses de logement, mais ce chiffre peut monter jusqu'à 55% pour les foyers les plus modestes. Ainsi, certains ne peuvent prétendre à un habitat décent et sont contraints d'accepter des conditions précaires. De plus, la fondation isole un phénomène de difficulté d'accès à l'hébergement, particulièrement pour les ménages les plus démunis, les femmes seules avec enfants et les jeunes. En Haute-Garonne, 78 000 logements sociaux sont répertoriés,

dont 4 378 ont été livrés en 2016. «Mais les demandes ne cessent d'affluer. Au 31 décembre 2016, 22 000 ont été enregistrées, quand 11 900 familles ont pu intégrer un logement», explique Sabine Veniel-Le Navennec, directrice de l'Union sociale pour l'habitat Midi-Pyrénées, la fédération des bailleurs sociaux. Par déduction, plus de 10 000 ménages se sont donc vus déboutés de leur dossier. Un bilan en demi-teinte donc pour la Fondation Abbé-Pierre qui si elle reconnaît «des efforts notables des pouvoirs publics», dénonce une situation «préoccupante.»

PORTRAIT



/// Par Delphine Tayac

Tout est parti d'une réflexion de bon sens. «D'un côté, il y a en France 5 millions de mètres carrés de bureaux vides et de l'autre 896 000 personnes qui n'ont pas de logement personnel ou décent», lance Baptiste Debort, l'un des six jeunes à l'origine d'Unity Cube. En 2015, face à cette aberration, Jauffret Barrot, alors étudiant en école d'architecture et à l'Insa, a l'idée de profiter de la vacance de bureaux pour y installer des

logements temporaires. Théo, Mathilde, Valentin, Vincent et Baptiste, tous ingénieurs en formation à l'Insa décident de l'accompagner et en faire leur projet de fin d'études.

Les futurs ingénieurs en génie civil montent alors une association et réfléchissent à un habitat adapté à la configuration particulière du bureau. «On a pensé aux palettes car on en trouve partout et elles sont entièrement recyclables. Elles mesurent toujours 80 centimètres de hauteur et peuvent donc s'intégrer dans des espaces normés», explique Baptiste. La solution technique pour assembler le tout de façon stable leur viendra de la société Sofrinov, basée à Ra-

monville, qui a breveté une brique spéciale pour construire des abris en bois.

Une fois les palettes empilées, il suffit ensuite d'y ajouter des plaques de bois pour refermer le module et un isolant phonique. «En cinq heures, on peut monter un habitat de 13 m<sup>2</sup>, soit un couchage pour deux personnes», explique Baptiste. À ce module de base, peuvent s'ajouter d'autres pièces à vivre. Pour la cuisine et la salle d'eau, une pièce technique est alors ajoutée afin de raccorder l'habitat aux fluides de l'immeuble.

Leur innovation fait mouche et rafle plusieurs récompenses. Depuis, les six étudiants enchaînent les interviews et les discussions avec les institutions. Mais le plus important reste encore à trouver. «On recherche actuellement des bureaux d'environ 1 000 m<sup>2</sup>. Convaincre les propriétaires n'est pas le plus facile. Ce sont souvent des fonds d'investissement qui gèrent les bureaux», explique Bap-

## Et si l'on habitait dans des bureaux vides ?

**MAITRES CUBE.** Installer des logements dans des locaux de travail inoccupés. C'est l'idée qu'ont eu six étudiants toulousains de l'Insa. Ils ont conçu un habitat temporaire en palettes baptisé Unity Cube.

Leur innovation pourrait permettre de loger une cinquantaine de personnes à Toulouse d'ici cet été.

tiste, qui reste convaincu qu'ils ont tout à y gagner. «Leurs locaux seront loués, ils se prémunissent aussi des squats ou des vandalismes voire des accidents puisque les lieux seront assurés.»

Pour asseoir leur crédibilité, ils travaillent actuellement avec la mairie de Toulouse et la préfecture pour identifier un lieu. Les associations Soliha et Espoir les aideront quant à elles à trouver et accompagner des personnes ayant besoin d'être logées.

S'ils ne prétendent pas résoudre la crise du mal-logement à eux seuls, les étudiants estiment néanmoins proposer une solution crédible aux pouvoirs publics. «Payer une chambre d'hôtel coûte environ 50 euros par jour et par personne, cette innovation leur coûtera moins cher», argumente Baptiste. Leur prototype a en effet coûté 4 000 € et permet à une famille d'être logée pendant 18 mois.

Forte de ces arguments, l'équipe espère pouvoir loger une cin-

quantaine de personnes à Toulouse d'ici cet été. Avant d'essayer dans d'autres villes. «Nous avons été contactés par le maire de Montreuil. Il nous a dit que, dès que les premiers modules seraient en place, il nous solliciterait pour en faire de même sur sa commune», s'enthousiasme Baptiste.

@DelphineTayac

CHANGER

### ERRATUM

Dans notre édition précédente, une erreur s'est glissée dans l'article intitulé «Engagée pour les femmes», sur une citation d'Anouk Martin, membre de l'association Stop harcèlement de rue. Il fallait lire : «Faire comprendre aux hommes qu'il existe une différence entre la drague et le harcèlement.»

## AU GROUPE AMITIÉ FRATERNITÉ, LES SANS-ABRIS S'ORGANISENT

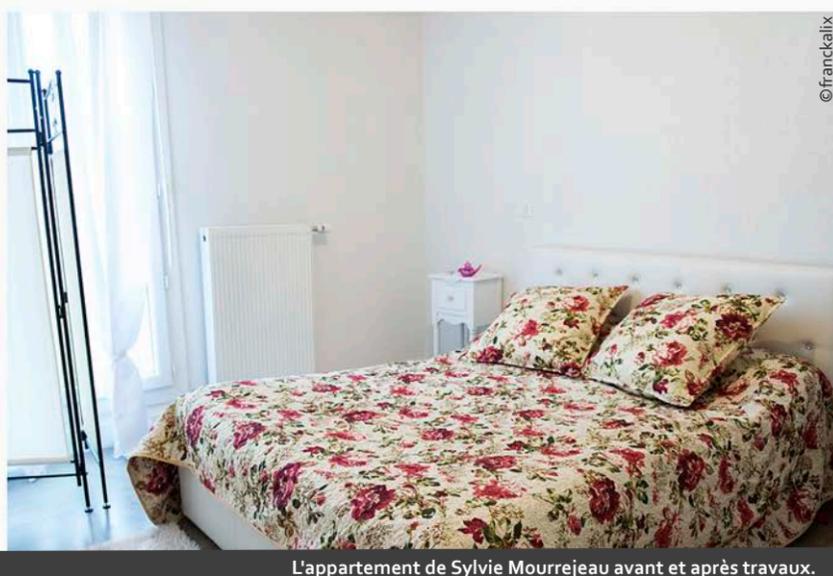


### DES MAISONS POUR LES PLUS FRAGILES

Avec l'aide de l'État, les maisons relais proposent des logements stables pour les personnes habituées à être baladées entre les solutions d'hébergement temporaires. C'est à ce titre que le Groupe Amitié Fraternité (Gaf) gère trois bâtiments, route de Bayonne. Des logements sont mis à disposition des personnes les plus désocialisées. Pour Jean-Louis Galaup, un des fondateurs de l'association, «s'il s'agit d'un tremplin pour les plus jeunes, cet accueil est également une solution sur la durée à destination des plus âgés ou ceux abîmés par de longues périodes de rue.» Une vingtaine de personnes ont accès à des appartements d'une ou deux pièces ou à une maison réservée aux aînés du troisième-âge. Ces derniers disposent de chambres personnelles et de parties communes.

### DES COLOCATIONS AUTOGÉRÉES

Les "lieux à vivre", dans le jargon de l'association, sont des logements autogérés par les résidents. Organisées en vie commune, ces deux maisons peuvent accueillir sept et onze personnes auparavant sans domicile. Parmi eux, deux référents sont élus dans chaque habitation pour organiser le quotidien et s'assurer du respect des règles établies par tous. «Chacun a son rôle et assure à son échelle la vie en communauté : faire le ménage ou les courses, s'occuper des animaux, entretenir les espaces verts», explique Jean-Louis Galaup. De 18 à 65 ans, qu'ils soient hommes ou femmes, les résidents ont tous leurs propres responsabilités. Des studios avec des espaces en commun sont aussi proposés pour ceux qui sont plus autonomes.



L'appartement de Sylvie Mourrejeau avant et après travaux.

## SUR LE TERRAIN

## Échange aide à la rénovation contre loyer modéré

**PRAGMATISME.** Entreprise à but social, Les Toits de l'Espoir accompagne les propriétaires dans leurs démarches auprès de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat afin de réhabiliter leur bien dégradé en logement social. Une aide précieuse qui a notamment permis à une propriétaire toulousaine de sortir de l'impasse dans laquelle elle se trouvait.

/// Par Nicolas Mathé

Qui dit mal-logement ne dit pas forcément propriétaire malintentionné. A priori, Sylvie Mourrejeau ne correspond, en effet, pas à cette définition. Cette Gersoise d'adoption, travaillant dans les assurances, accepte d'ailleurs bien volontiers de raconter les mésaventures qui l'ont conduite à laisser l'appartement qu'elle possède à Toulouse vacant pendant près de trois ans.

Née à Toulouse, c'est au milieu des années 1980, alors qu'elle commence à travailler, qu'elle se lance

dans un premier achat immobilier à la Cité Amouroux. Un grand ensemble typique des années 1960 qui, comme tant d'autres, a vu affluer au fil des ans une population de plus en plus précaire.

«Je n'y ai vécu que très peu de temps puisqu'après avoir rencontré mon mari, je l'ai suivi dans le Gers. J'ai donc eu plusieurs locataires et la dernière en date, qui avait été placée là par le centre social du quartier, y est restée près de 20 ans. Ce que je peux dire, c'est qu'il y a des locataires qui entretiennent plus ou moins bien leur logement», euphémise-t-elle tant les photos prises une fois l'appartement libéré témoignent d'un état de délabrement total. «Sur la fin, les relations étaient compliquées. Je lui ai demandé de quitter le logement afin de pouvoir le réhabiliter», poursuit la propriétaire.

Sauf que par manque de temps, d'argent et du fait de l'éloignement, Sylvie Mourrejeau ne trouve pas les ressources pour remettre aux normes son appartement : «Vu son état, je ne pou-

**« Le but est de créer du logement social au sein du parc privé en rénovant les logements anciens »**

vais ni le vendre ni le louer. En revanche, je continuais de payer des charges fixes.»

Après presque trois ans de vacance, c'est grâce à une rencontre avec Wilfried Barathon, chargé

d'opérations dans la région pour Les Toits de l'Espoir, que la situation va se débloquer. «Nous sommes une entreprise à but socio-économique qui servons d'intermédiaire entre les propriétaires et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Le but est de créer du logement social au sein du parc privé. Nous centralisons tous les aspects de la rénovation des biens anciens afin que les propriétaires ne se démotivent pas», explique ce dernier.

Ainsi pour l'appartement de la Cité Amouroux, c'est Wilfried Barathon, en lien avec Urbanis, bureau d'études privé mandaté par Toulouse Métropole pour tout projet de ce type, qui s'est chargé du montage financier, de la maîtrise d'ouvrage, de la coordination des travaux et même de la location. C'est lui qui a assuré la visite du nouveau locataire éligible au

logement social, M. Touati, entré dans les lieux en octobre dernier. «J'ai trouvé l'annonce sur Leboncoin. Connaissant les prix du marché toulousain, c'était inespéré de trouver un T3 entièrement remis à neuf pour 570 euros par mois», assure le jeune locataire. En effet, pour bénéficier des subventions de l'ANAH, le propriétaire s'engage à conventionner son bien en logement social ou très social pendant au minimum neuf ans. Au total, les aides obtenues par Sylvie Mourrejeau ont représenté 50% du montant final de l'opération, estimé à près de 60 000 euros. «Cela reste un investissement important pour moi mais l'avantage est d'avoir été rassurée tout au long du projet grâce aux Toits de l'Espoir, même pour le choix du locataire. Je sais qu'il n'a pas de CDI mais il est jeune, je lui fais confiance», lance Sylvie Mourrejeau.

## L'habitat social, une caution contre le mal-logement

**POLITIQUE.** En 1995, cinq ans avant la loi SRU, la municipalité d'Auzeville-Tolosane lance une politique de construction d'habitations à caractère social, pratiquement inexistantes jusque-là sur la commune. Pour François-Régis Valette, le maire, proposer des toits accessibles à des familles aux ressources limitées est une nécessité et un devoir d'élu afin de réduire le mal-logement. .

/// Par Gael Cérez

Auzeville-Tolosane, ses coteaux donnant sur la plaine du Lauragais, sa portion de Canal du Midi et... ses 35,59 % de logements sociaux. «On est partis de zéro», se rappelle François-Régis Valette, 72 ans, maire depuis 1989. Proche de Toulouse, la commune est en effet difficilement accessible pour les familles ne disposant pas de revenus conséquents. «L'an dernier, les maisons individuelles se sont vendues entre 440 000 et 750 000 euros», remarque le maire. «Si l'on ne construit pas un parc social, on empêche l'accès à cette commune à 80 à 90% de la population. C'est une sélection par l'argent.»

Sous son impulsion, les premiers logements sociaux sortent donc de terre en 1995. En pleine période électorale, la décision ne plaît pas à tout le monde. Une liste d'opposants à cette politique se présente contre le maire, mais François-Régis Valette et son équipe sont réélus. Une victoire qui rassure ce socialiste : «Il y a quand même des électeurs avec des moyens conséquents qui pensent que tout le monde doit pouvoir se loger.»

22 ans plus tard, Auzeville-Tolosane figure aujourd'hui parmi les meilleurs élèves de l'aire urbaine toulousaine. Un résultat qui s'explique par une petite astuce : 556 des 750 appartements étudiants construits sur la commune sont accessibles sur critères

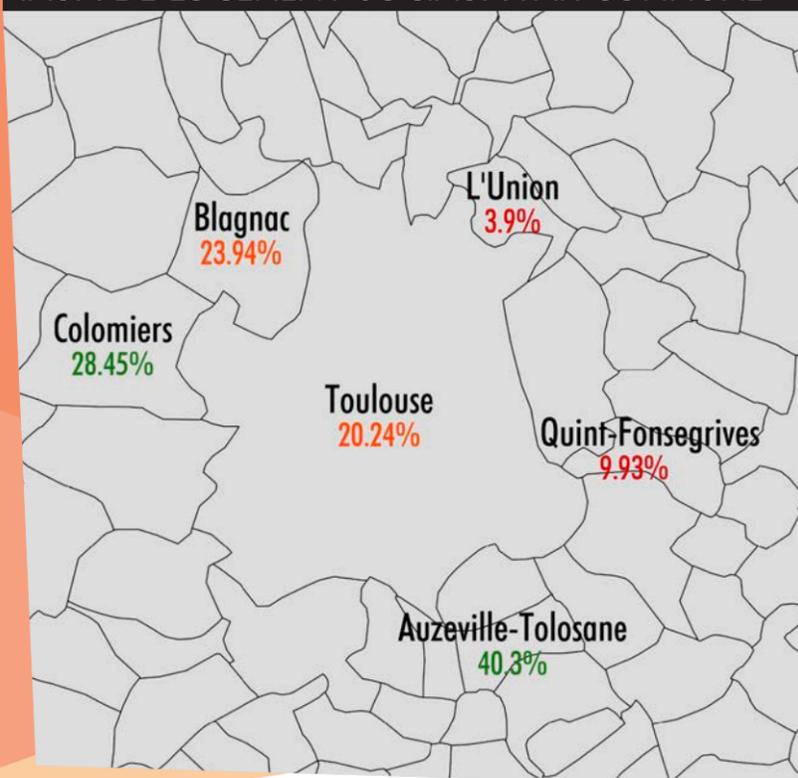
sociaux. «Sans les appartements étudiants, nous serions à 10 % de logements sociaux», reconnaît le maire. Alors, pour atteindre le niveau imposé par la loi (20% des habitations selon la loi SRU de 2000, un taux passé à 25% depuis 2013), la commune poursuit sa politique volontariste. «Les nouveaux programmes comptent près d'un tiers

de logements sociaux en location et 20% en accession sociale à la propriété», précise François-Régis Valette. Le nouveau quartier du Pont-du-bois, par exemple, compte 225 biens de tous types (appartements, maisons de ville, maisons individuelles) ainsi qu'une résidence étudiante de 200 appartements. «Nous y avons une très grande mixité sociale», assure le maire.

Les communes disposent aujourd'hui d'un éventail d'outils conséquent pour faciliter l'accès de la population aux logements sociaux : le prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), le prêt locatif à usage social (PLUS), le prêt locatif social (PLS) et le prêt locatif intermédiaire (PLI).

Dans un pays où perdure le mal-logement, «faire en sorte que toutes les familles puissent se loger correctement est un objectif national auquel tous les élus locaux doivent contribuer», assène le maire d'Auzeville. Pourtant, 17 ans après l'entrée en vigueur de la loi SRU, des municipalités préfèrent toujours payer des amendes plutôt que de la respecter. «Il y a des dispositions prises par l'État pour inciter les maires à construire sur leurs communes mais cela reste modeste», constate François-Régis Valette. «La loi SRU est une bonne loi mais il faut la faire appliquer en alourdissant les pénalités au point qu'il n'y ait plus le choix pour les mairies. La mixité sociale doit être réalisée partout.»

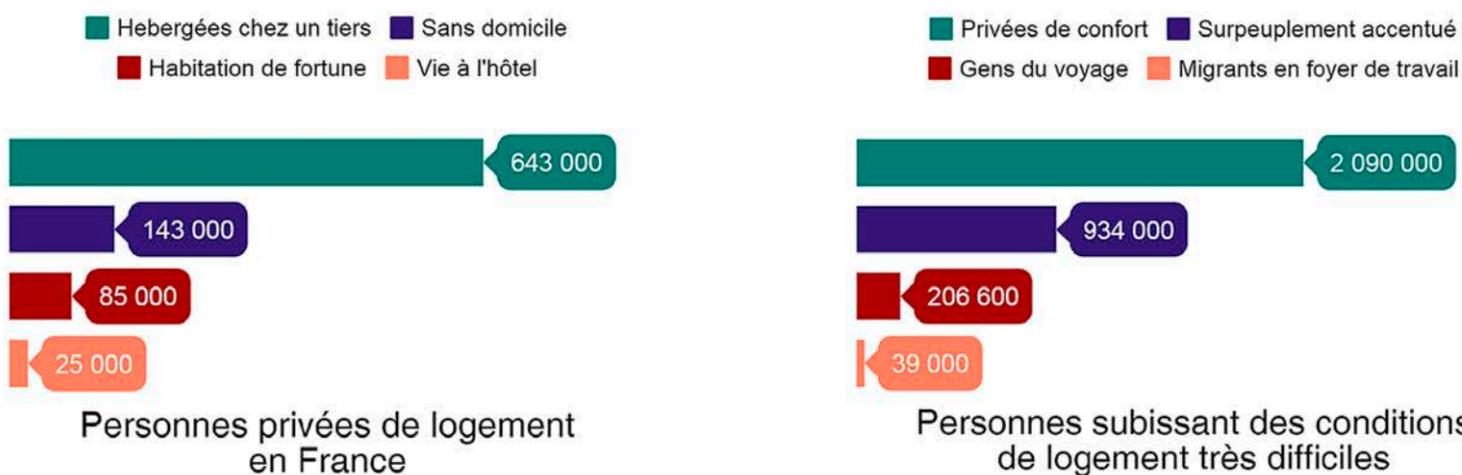
TAUX DE LOGEMENT SOCIAUX PAR COMMUNE



Sources : Préfecture de la Haute-Garonne, 2014

@GCerez

### LES DIFFÉRENTES RÉALITÉS DU MAL-LOGEMENT



Sources : Fondation Abbé Pierre

AGIR

# 01/ FINANCER UN LOGEMENT POUR LES SANS-ABRIS

Des citoyens ont décidé d'unir leurs forces pour proposer un toit à ceux qui n'en ont pas. Rassemblés au sein de l'association "Un toit à moi" née à Nantes, ils achètent en commun des appartements pour les proposer à des sans-abris. L'antenne toulousaine vient d'acquérir pour 65 000 € un T2 situé à Borderouge grâce aux dons et adhésions d'une cinquantaine de parrains locaux et d'entreprises partenaires. L'association recherche des donateurs réguliers pour acquérir deux autres logements d'ici la fin de l'année.

[www.toitamoi.net](http://www.toitamoi.net)



## LES SOLUTIONS DE LA SEMAINE



Pour aller plus loin, la rédaction met en lumière des initiatives sur le thème de la semaine. Que l'on soit propriétaire ou citoyen, des idées concrètes pour aider les plus précaires à se loger.



# 02/ SIGNALER UN HABITAT INDIGNE

Pour lutter contre l'habitat insalubre, la préfecture de Haute-Garonne a déployé un pôle spécialisé. Il est notamment chargé de recevoir les plaintes et les signalements. S'ils repèrent un logement ne respectant pas la dignité humaine, élus, travailleurs sociaux, locataires, propriétaires, peuvent alerter ce service. La préfecture pourra ainsi prendre plusieurs mesures comme sanctionner les marchands de sommeil, reloger les locataires abusés mais aussi accompagner les propriétaires de bonne foi pour les encourager à entreprendre des travaux.

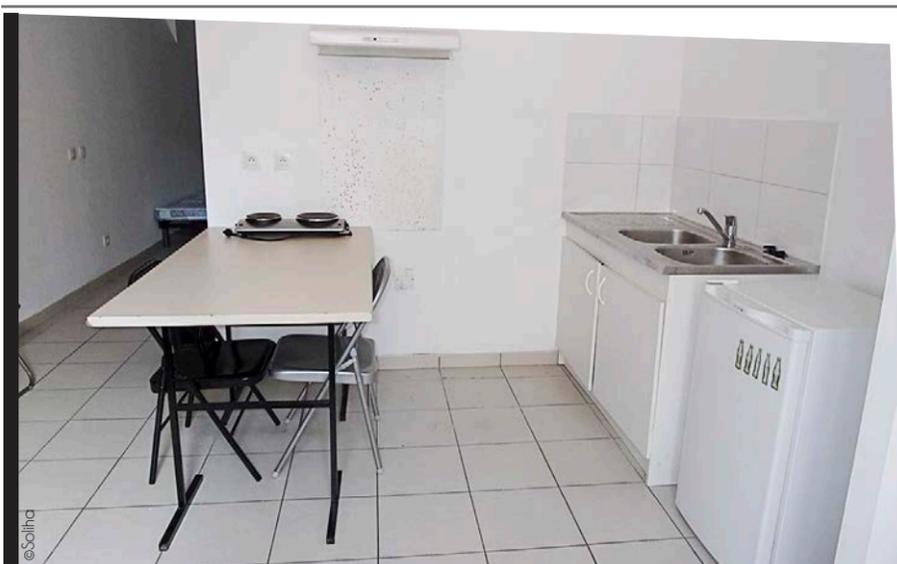
Pour signaler un habitat insalubre : 05 81 97 72 60



# 03/ UN CONCERT POUR SE MOBILISER

La fin de la trêve hivernale est fixée au 31 mars. C'est cette date symbolique qu'ont choisi les associations Tactikollectif, Droit au logement Toulouse et le syndicat CGT pour alerter sur la problématique du mal-logement. Ils organisent une rencontre et une soirée de concerts spéciale à la Bourse du travail, place Saint-Sernin. À 18 heures, Christophe Robert, le délégué général de la Fondation Abbé Pierre, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole du DAL et Clelia Rodriguez, une militante espagnole de l'association Plataforma de Afectados por la Hipoteca, animeront une réunion publique. À 20h30, un concert des Motivés et de DJ Dee Nasty permettra de récolter des fonds.

Concert du 31 mars complet, une date supplémentaire est prévue le jeudi 30 mars. [www.tactikollectif.festik.net](http://www.tactikollectif.festik.net)



# 04/ ÊTRE PROPRIÉTAIRE ET SOLIDAIRE À LA FOIS

Garantir à un propriétaire d'être préservé des impayés et à un locataire en difficultés de bénéficier d'un loyer modéré. C'est ce que propose le dispositif Solibail. Le principe : une association conventionnée par la préfecture devient le locataire du logement qu'elle sous-loue à des personnes en difficultés. Elle s'occupe de toutes les démarches administratives, paye le loyer et les charges, supervise l'entretien et la remise en état du logement si nécessaire. Outre un loyer garanti, le propriétaire peut même bénéficier d'une déduction fiscale de 85% s'il décide de conventionner son logement en social. En Haute-Garonne, l'association Soliha est notamment un des relais du dispositif avec les associations Espoir et Céprière Accueil Jeunes.

[www.soliha31.fr](http://www.soliha31.fr)  
Céprière Accueil Jeunes : 05 62 48 59 11  
Association ESPOIR : 05 61 14 76 76

EXPOSITION



©Museum Tinguely Bâle

## Les Abattoirs exposent le Nouveau réalisme

**INSPIRATION.** À l'occasion des 40 ans du Centre Pompidou de Paris, ce partenaire historique du musée des Abattoirs lui a prêté de nombreuses œuvres permettant de présenter à Toulouse, jusqu'au 28 mai, une exposition inédite "Autour du Nouveau réalisme". Immersion dans un courant artistique né en 1960.

/// Par Séverine Sarrat

L'art moderne et contemporain, une spécialité partagée par le Centre Pompidou à Paris et le musée des Abattoirs à Toulouse. Pour les 40 printemps de la création du premier, le second s'est joint à la fête et fait partie de la programmation exceptionnelle d'une série d'événements à travers toute la France. Ainsi, Serge Lasvignes, président du musée parisien, «convie tous les publics à vivre et partager l'originalité du Centre Pompidou.» Pour cela, une quinzaine d'œuvres ont été prêtées aux Abattoirs pour alimenter une exposition inédite, visible jusqu'au 28 mai. Organisée sur le thème du Nouveau réalisme, courant artistique

proposant «un recyclage poétique du réel urbain, industriel et publicitaire», l'exposition se déploie sous forme d'un parcours traversant les grandes salles du rez-de-chaussée des Abattoirs. Tour à tour, au fil du chemin tracé, se succèdent des films d'époque démontrant, via l'aspect engagé des œuvres, l'ancrage des Nouveaux réalistes dans l'espace public. Mais aussi des œuvres uniques d'artistes appartenant à ce courant, puisant

d'Arman, les compressions et expansions de César, les décollages et lacerations d'affiches de Hains et Dufrene, les monochromes de Klein, les assemblages et détournements de Raysse, ou les sculptures en mouvement de Tinguely. Des œuvres emblématiques du Nouveau réalisme qui permettent d'appréhender «cette approche contemporaine de la perception du réel.»

« Un recyclage poétique du réel urbain, industriel et publicitaire »

leur inspiration dans les objets de quotidien des années 1960. Les visiteurs pourront ainsi observer les accumulations et destructions

Dans un même temps, la part belle est faite à Daniel Spoerri, l'un des précurseurs du mouvement. Les Abattoirs lui ont donné carte

### INFOS PRATIQUES

"Autour du Nouveau réalisme", jusqu'au 28 mai 2017, au musée des Abattoirs, 76 allées Charles-de-Fitte à Toulouse. Entrée 7€. 05 62 48 58 00

blanche. Artiste reconnu, réputé pour collectionner les restes de dîner et d'autres objets qu'il détourne, il présente ici un cabinet des curiosités intitulé "Les Dadas des deux Daniel". Une référence au marchand d'art Daniel Cordier dont il mêle les quelques pièces à ses célèbres "tableaux-pièges" : des objets de la vie de tous les jours collés sur un support qu'il redresse à la verticale. Et pour clôturer ce voyage initiatique, Les Abattoirs ont invité plusieurs artistes contemporains se positionnant en écho. Parmi eux, Joël Andrianomearisoa qui, «sur un mode intimiste, nous invite à le suivre dans les différents lieux du musée, du restaurant à la librairie, en passant par les cours et même les rues de la ville, donnant un sens et des mots aux espaces oubliés des Abattoirs», explique la communication du lieu.

### + LE NOUVEAU RÉALISME, QU'ES AQUO ?

En octobre 1960, Pierre Restany, un critique d'art, réunit des artistes tels Arman, César, François Dufrene, Raymond Hains, et Yves Klein. Ils sont bientôt rejoints dans les manifestations collectives du mouvement par Niki de Saint Phalle, Gérard Deschamps, Christo et Mimmo Rotella. Ce groupe propose une alternative à la vague abstraite de l'après-guerre et devient rapidement un courant majeur de la scène française et européenne dans un contexte international de remise en cause des formes classiques de l'art.

@Severine\_Sarrat

## JEUX CONCOURS



### LIVRE

#### "Promenez-vous dans les bois..."

Imaginez... Vous recevez un mail d'une inconnue. Elle est en charge de l'organisation de l'enterrement de vie de jeune fille de votre ex-meilleure-amie. C'est l'occasion de la retrouver. Le week-end proposé pour cette fête est parfait : vous êtes libre. Vous vous laissez tenter. Le lieu choisi est atypique, une immense propriété en verre, perdue au fond des bois...  
Paru le 9 février

### ★ CONCOURS

Gagnez un livre\* en envoyant un mail à : [redaction@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)  
Mettre en objet : Jeu Week-ends.  
\*Dans la limite des stocks disponibles



### DVD

#### "Cigognes & compagnie"

Pendant longtemps, les cigognes livraient les bébés. Désormais, elles acheminent des colis pour un géant de l'Internet. Junior, coursier star de l'entreprise, s'apprête à être promu. Mais il actionne accidentellement la Machine à fabriquer les bébés... qui produit une adorable petite fille, en totale infraction avec la loi ! Junior se précipite pour effectuer sa première livraison de bébé. Pourra-t-il redonner aux cigognes la vraie mission qui est la leur ?

Disponible depuis le 15 février

### ★ CONCOURS

Gagnez ce DVD\* en envoyant un mail à : [redaction@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)  
Mettre en objet : Jeu Week-ends.  
\*Dans la limite des stocks disponibles

# ¡ MUCHO !



## Un petit coin de Séville à savourer

**OLE.** Une pause andalouse à deux pas d'Esquirol. En s'installant en lieu et place du Beaucoup, ¡ Mucho ! affiche clairement son identité espagnole. Tapas typiques, vino tinto et Gin au menu pour une ambiance 100% ibérique.

/// Par Thomas Gourdin

«Des clients espagnols m'ont dit qu'ils se sentaient chez eux. C'est le plus beau compliment que l'on pouvait me faire», sourit Benoît Keller. Au ¡ Mucho !, l'ambiance se veut résolument ibérique. Mais, contrairement aux nombreux bars à tapas qui fleurissent aux quatre coins de la Ville rose, l'Espagne pousse ici sa corne dans toute sa typicité. Tables en bois vieilli sur lesquelles trônent les traditionnels distributeurs de serviettes en papier, carreaux de ciment au sol, notes de cuivre au comptoir, jaune chaleureux aux murs... «Nous allons souvent en Espagne mais nous préférons l'esprit de Madrid et du Sud à celui de Barcelone. Nous avons voulu recréer un petit coin de Séville», reprend le patron, en regardant

les affiches de flamenco venues directement d'Andalousie. Dans l'assiette aussi, Benoît Keller et ses associés Gilles Robichon et Rémi Astorg privilégient la cuisine espagnole traditionnelle. Jamón Bellota à la coupe, pimientos del padrón, chipirons, beignets de calamar, croquettes... «Des tapas simples mais très typiques, faites maison à base de produits frais. À chaque fois que nous allons là-bas, nous réfléchissons à ce que nous voudrions manger et nous le ramenons», explique le trio bien connu des Toulousains, déjà la tête de L'Atelier de l'Écharpe, du Bistrot des Marchands et du Fil à la Une. Le midi, la carte se rapproche davantage de celle d'une brasserie traditionnelle avec plat du jour. «C'est ce qu'attendent les clients», reprend Benoît Keller. Mais la péninsule n'est jamais loin. Chaque plat est ainsi accompagné de patatas bravas ou de fèves au chorizo, tandis que la paëlla du chef est proposée chaque mercredi.

La crème catalane ou le riz au lait s'affichent quant à eux parmi les desserts aux côtés du banoffee, incontournable dans les établissements des trois associés. Les tonalités ibériques imprègnent aussi la carte des boissons. Les vins se veulent ainsi 100% espagnols avec des classiques comme le Rioja ou de belles découvertes comme le Valencia Bodega Gandia. Le Gin, péché gourmand de nos voisins, est également mis à l'honneur avec près d'une vingtaine de références et différentes préparations de tonic. À terme, l'équipe souhaiterait également proposer des brunchs le week-end. Après avoir baptisé l'établissement ¡ Mucho !, le trio adresserait ainsi un nouveau clin d'œil au Beaucoup, qui a occupé les lieux pendant près de vingt ans et qui était devenu un must pour les rendez-vous du dimanche midi.

@t\_gourdin

### + LES TARIFS

Le midi, entrée-plat ou plat dessert à 11,50€,  
entrée-plat-dessert à 14€  
Le soir, tapas de 3,50€ à 13€.  
Paëlla tous les mercredis.



9 place du Pont-Neuf, 05 61 21 66 28  
Ouvert du mardi au samedi, midi et soir.

N'hésitez plus !

# VOS ANNONCES LÉGALES DANS VOTRE HEBDO

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2017, fixe le prix de la ligne à 4.15€ HT pour le département de la Haute-Garonne.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.  
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

## LIQUIDATIONS

N° PC : 2017RJ0111

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur REZZAG Bouaïssi** 83 bis avenue de Lombes 31300 TOULOUSE  
couverture, étanchéité  
RM 522 753 227  
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. MOLVOT  
Date de cessation des paiements le 25/03/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0112

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **Monsieur TABARY Régis** 32 avenue Pierre Baysse 31110 SAINT-MAMET  
travaux de peinture intérieure, gravure sur bois et enduit bio  
RM 418 942 009  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 31/03/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0106

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL ACRODEL** 35 rue de la République 31340 VILLE-MUR-SUR-TARN  
boucherie charcuterie au détail, traiteur, volailles alimentation générale, fabrication de conserves  
RCS 503 859 902  
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : M. BLATCHE  
Date de cessation des paiements le 15/09/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0107

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL CASTELRIVES DEVELOPPEMENT** 312 route de Seysses 31100 TOULOUSE  
fourniture, services aux personnes physiques à leur domicile relatifs aux tâches ménagères ou familiales  
RCS 524 639 671  
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. MOLVOT  
Date de cessation des paiements le 15/04/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0110

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL JEAN-PHILIPPE ROZIER** 23 rue Bergeaud 31600 SEYSSES  
carrosserie, tolerie, peinture, mécanique, vente de véhicules neufs et occasions  
RCS 807 551 965  
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 31/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0113

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SAS INDUSELEC CONSEIL** route du Plan 31310 SAINT-CHRISTAUD  
la fabrication d'appareillage électrique d'installations (code APE 312A).  
RCS 481 714 616  
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. BLATCHE  
Date de cessation des paiements le 15/01/2017.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0117

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **La SARL BISER CONSTRUCTIONS** 214 route de Saint-Simon 31100 TOULOUSE  
Maçonnerie générale  
RCS 801 772 492  
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 22/11/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0109

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **E.I.R.L JOEL NIGOU** rue du Pigeonnier Centre Commercial 31340 LA MAGDELAINE-SUR-TARN  
alimentation générale  
RCS 752 507 467  
liquidateur judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : M. BLATCHE  
Date de cessation des paiements le 25/01/2017.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0119

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de **M. DJELLALI Lakhdar** 19 place Arnaud Bernard 31000 TOULOUSE  
Taxi-phonie comprenant la mise à disposition de cabines téléphoniques et de connexions internet, et la vente de cartes téléphoniques, sandwicherie, salle de thé  
RCS 539 351 395  
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5  
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ  
Date de cessation des paiements le 30/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0108

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARLU HEROESBOOK** 1 rue des 3 Renards 31000 TOULOUSE  
locations et ventes de jeux de société et produits dérivés et vente de livres neufs  
RCS 819 425 307  
liquidateur judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 25/01/2017.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0120

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS CHRISTOPHE MAREE** 5 Impasse Toulouse Lautrec 31140 PECHBONNIEU  
Achat d'un fonds de commerce de poissonnerie, vente de produits dérivés, traiteur.  
RCS 804 225 688  
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. VERNIER  
Date de cessation des paiements le 10/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0121

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS FAVERJON FINANCE** 6 allée de Longuetterre ACTI PARK 31850 MONTRABE  
activités de courtage, d'intermédiaire, de consultant et de conseil en matière de crédits.  
RCS 794 639 674  
liquidateur judiciaire : la SELARL AEGIS prise en la personne de Me Souad HAD-DANI-AGDAY 35 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. COSSET  
Date de cessation des paiements le 15/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0122

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARL NEMS DISTRIBUTION** 95 impasse du Vieux Chemin de Grenade 31700 BLAGNAC  
fabrication et vente de plats cuisines asiatiques  
RCS 418 858 304  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. VERNIER  
Date de cessation des paiements le 31/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0123

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SAS LA NOCHE** 325 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE  
Restaurant musical, dîner spectacle.  
RCS 817 554 173  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. MOLINIÉ  
Date de cessation des paiements le 13/04/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0124

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire simplifiée à l'égard de **La SARL FRANCESCO** Le Village Mairie de Gensac sur Garonne 31310 GENSAC-SUR-GARONNE  
Travaux de maçonnerie générale, de prestations de plomberie, électricité, peinture  
RCS 802 226 266  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Me Alix BRENAC 4 place du Pilat 31800 SAINT-GAUDENS  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 15/12/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du liquidateur judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2016RJ0152

Jugement du 09/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **SARL ANGLÉS & ASSOCIÉS ancienne-ment SARL GUICHITO&CO** 116 route d'Espagne Bâtiment Hélios 4 31100 TOULOUSE  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE  
RCS 493 678 569.

N° PC : 2016RJ0292

Jugement du 09/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **la SARL SPICE OF BENGALÉ** 11 avenue des Minimes 31200 TOULOUSE  
liquidateur judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5  
RCS 798 983 490.

N° PC : 2016RJ0436

Jugement du 07/02/2017 : conversion en liquidation judiciaire de **SARL LORINA EXOTIC** Tourneris Zone Artisanale de Tourneris 31470 BONREPOS-SUR-AUSSONNELLE  
liquidateur judiciaire : la SELARL EGIDE prise en la personne de Maître Stéphane HOAREAU 5 rue du Prieuré 31000 TOULOUSE  
RCS 433 062 007.

N° PC : 2016EX0036 (GTC Paris)

Jugement du 24/01/2017 conversion en liquidation judiciaire de la **SAS CAPTB Services** 10 rue du Colisée 75008 PARIS  
liquidateur judiciaire : la SELAFA MJA en la personne de Me Valérie LÉLOUP-THOMAS 102 rue Du Faubourg Saint-denis 75479 PARIS Cedex 10  
RCS 325 844 603.

## REDRESSEMENTS

N° PC : 2015RJ0949

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la **SARLU I-SMOKE SG** 51 BIS rue du Rempart Saint-Etienne Centre Commercial Espace Saint Georges 31000 TOULOUSE  
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
RCS 793 701 194.

N° PC : 2017RJ0118

Jugement du 09/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL MPC 341** 341 avenue des Etats Unis 31200 TOULOUSE  
Epicerie, point chaud, alimentation générale, droguerie et vente de boissons.  
RCS 514 458 850  
mandataire judiciaire : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5  
Juge-commissaire : M. COSSET  
Date de cessation des paiements le 05/01/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0114

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SASU PURETE SUD** 950 chemin de Montagne Résidence Isabel N°26 31330 GRENADE  
entreprise de nettoyage général et entretien d'espaces verts  
RCS 810 315 838  
mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : Mme DESCARPENTE-RIÉS EVRARD  
Date de cessation des paiements le 17/08/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0115

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARL POLYDISPO** 16 boulevard Carnot 31250 REVEL  
débit de boissons, snack et restauration  
RCS 513 661 009  
mandataire judiciaire : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me AMIZET 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
Juge-commissaire : M. BLATCHE  
Date de cessation des paiements le 05/10/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2017RJ0116

Jugement du 07/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **La SARLU M.A.I CONSTRUCTION** 52 boulevard Gabriel Koenigs Chez Ixion centre d'affaires 31300 TOULOUSE  
bardage, couverture, maçonnerie générale, étanchéité, photovoltaïque, tous travaux de bâtiment  
RCS 535 178 479  
mandataire judiciaire : la SELARL DUTOT ET ASSOCIÉS prise en la personne de Me Jocelyne DUTOT 54 rue Pargaminières CS 18501 31685 TOULOUSE Cedex 6  
Juge-commissaire : M. BLATCHE  
Date de cessation des paiements le 22/04/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

N° PC : 2016RJ0143

Jugement du 09/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement **M. AMRI Ramzi** 5 impasse des Hérons 31000 TOULOUSE  
Commissaire à l'exécution du plan : Me REY Christian 2 bis avenue Jean Rieux 31506 TOULOUSE Cedex 5  
RM 538 644 279.

N° PC : 2015RJ0947

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la **SARLU I-SMOKE WEB** 9 rue Temponières 31000 TOULOUSE  
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
RCS 792 296 832.

**Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.**

INFORMATION LÉGALE SUR LES ENTREPRISES

infogreffe  
Les Greffes des Tribunaux de Commerce

**Le Greffier du Tribunal de Commerce de Toulouse : SELARL OFFICE DES GREFFIERS ASSOCIES DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE TOULOUSE - Maîtres Anick FABRE, Denis GIUSEPPIN et Frédéric MONSEGU.**  
Place de la Bourse - 31068 Toulouse Cedex 7 - Tel : 05.61.11.02.00. Email : greffe@greffe-tc-toulouse.fr

N° PC : 2015RJ0948

Jugement du 07/02/2017 : jugement arrêtant le plan de redressement de la  
**SARLU I-SMOKE 31**  
9 rue Temponières 31000 TOULOUSE  
Commissaire à l'exécution du plan : la SELARL BENOIT et Associés - Mandataires judiciaires en la personne de Me BENOIT 17 rue de Metz 31000 TOULOUSE  
RCS 533 863 833.

N° PC : 2017EX0008 (GTC Béziers)

Jugement du 01/02/2017 : ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de la  
**SASu HOLDING CASAS**  
15 rue des Caraïbes 31130 BALMA  
activité de marchands de biens  
RCS 442 956 975  
mandataire judiciaire : Me SAINT ANTOIN Gilles 10 bis rue Boieldieu 34500 BEZIERES  
Administrateur : la SELARL FHB Représentée par Me Jean-François BLANC 5 rue des Salins 34070 MONTPELLIER  
mission : assister le débiteur dans tous les actes concernant la gestion  
Date de cessation des paiements le 27/07/2016.  
Les créanciers sont invités à produire leurs créances entre les mains du mandataire judiciaire dans les deux mois suivant la publicité au BODACC.

## CLOTURES

N° PC : 2016RJ0127

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour extinction du passif de  
**Monsieur BARHOUMI Brahim**  
126 chemin de la Flambère 31300 TOULOUSE  
RM 801 687 013.

N° PC : 1998RJ0437

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour extinction du passif de  
**FEDULLO Fedel**  
75 boulevard Matabiau 31000 TOULOUSE  
RCS 399 667 484.

N° PC : 2015RJ0741

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur GABRIEL Thierry**  
3 route Départementale 813 31450 MONTGISCARD  
RM 334 531 738.

N° PC : 2015RJ1042

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur THOURON Nicolas**  
66 avenue de Toulouse Apt 205 31150 BRUGUIERES  
RM.

N° PC : 2016RJ0034

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur Ghulam Mustafa BUTT**  
9 ter avenue de Lyon 31500 TOULOUSE  
RM 807 420 476.

N° PC : 2013RJ0051

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL OKINAWA**  
41 boulevard de Thibaud 31100 TOULOUSE  
RCS 535 358 527.

N° PC : 2013RJ0082

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU OMEGACOM.**  
100 route de Toulouse 31270 CUGNAUX  
RCS 494 635 469.

N° PC : 2013RJ0110

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU CFT - < Centre France Traitement >**  
16 boulevard de la Lèze Zone d'Activité du Mandarin 31600 EAUNES  
RCS 492 194 485.

N° PC : 2013RJ0798

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SA BURO OCCITAN «BUROCLUB TOULOUSE»**  
78 allée Jean Jaurès Le Pre Catelan-Batiment F 31000 TOULOUSE  
RCS 443 285 697.

N° PC : 2014RJ0431

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**coop ouv ARL ARIA - ENERGIE DEVELOPPEMENT ENVIRONNEMENT**  
50-58 chemin de Baluffet Zone artisanale de Baluffet Bâtiment numéro 5 31300 TOULOUSE  
RCS 418 588 026.

N° PC : 2014RJ0447

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL GE M.M.**  
71 route de Tarbes 31170 TOURNEFEUILLE  
RCS 524 510 021.

N° PC : 2014RJ0703

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS BACATA**  
9 et 11 rue de Kourou Zone Artisanale ou Zone d'Activité de Montredon 31240 L'UNION  
RCS 414 750 521.

N° PC : 2014RJ1165

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL SCOP P.R.A.T**  
490 chemin des Agries Z.A. Les Agries 31860 LABARTHE-SUR-LEZE  
RCS 435 092 150.

N° PC : 2015RJ0020

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL H ET T ENGIN**  
27 boulevard du Comminges 31800 SAINT-GAUDENS  
RCS 441 016 771.

N° PC : 2015RJ0039

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL SIECLE D'OR**  
11 rue Pierre Mendès-France 31140 SAINT-ALBAN  
RCS 503 343 634.

N° PC : 2015RJ0041

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL EVOLU-SHOP**  
41 rue Georges Ohnet 31200 TOULOUSE  
RCS 532 673 563.

N° PC : 2015RJ0063

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL ALFRED & POPPINS**  
26 avenue des Îles 31650 SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE  
RCS 509 163 168.

N° PC : 2015RJ0071

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL G.V.CONSTRUCTION**  
39 boulevard Saragat 31800 SAINT-GAUDENS  
RCS 508 693 090.

N° PC : 2015RJ0077

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU A.B.C.D**  
chemin du Pradas 31410 MAUZAC  
RCS 529 822 025.

N° PC : 2015RJ0090

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU ALAIN BONNET**  
49 bis avenue des Pyrénées Centre Commercial Verte Campagne 31120 LA-CROIX-FALGARDE  
RCS 342 918 679.

N° PC : 2015RJ0091

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL PK CREATION**  
10 bis impasse des Rossignols 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH  
RCS 798 173 621.

N° PC : 2015RJ0097

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU A LA SANDALE**  
1178 route de Montauban 31340 VILLE-MUR-SUR-TARN  
RCS 793 292 475.

N° PC : 2015RJ0099

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**S.A.R.L. SERELEC-SYSTEM**  
44 rue de Marclan zac Porte de Muret 31600 MURET  
RCS 414 132 746.

N° PC : 2015RJ0100

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL LA FLECHE SERVICES AUTOS**  
36 avenue Jacques Douzans 31600 MURET  
RCS 509 310 546.

N° PC : 2015RJ0117

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL MMB**  
105 route de Toulouse 31410 NOE  
RCS 498 584 408.

N° PC : 2015RJ0234

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL EL MINOT**  
6 BIS place du Castelet 31150 BRUGUIERES  
RCS 794 492 124.

N° PC : 2015RJ0538

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS LE 150**  
25 rue des Moulins 31000 TOULOUSE  
RCS 801 852 906.

N° PC : 2015RJ0766

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL PRO-POSE**  
9 rue de Turin Apt B 54. 31500 TOULOUSE  
RCS 801 601 212.

N° PC : 2015RJ0815

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL GUESNIER**  
1 avenue Pierre Durand Espace économique de Moundran 31470 FONSORBES  
RCS 488 344 052.

N° PC : 2015RJ0843

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL GROUPE MA-SECURITE**  
1 rue Gaspard Gustave Coriolis Zone Industrielle La Ménude II 31830 PLAISANCE-DU-TOUCH  
RCS 500 028 543.

N° PC : 2015RJ1121

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL AMFM**  
chemin de l'Horte 31250 REVEL  
RCS 519 127 195.

N° PC : 2016RJ0126

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU U MARKET**  
7 place de Milan 31100 TOULOUSE  
RCS 752 292 920.

N° PC : 2016RJ0613

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU SOCIETE CONCI**  
91 rue Jean Jaurès 31150 FENOUILLET  
RCS 810 293 019.

N° PC : 2016RJ0624

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS Ateliers Terzi**  
9 rue Mondran 31400 TOULOUSE  
RCS 799 783 345.

N° PC : 2016RJ0627

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL Lafon PC & Multi-Services**  
1 boulevard Jean Gay Centre Commercial Carrefour Market 31170 TOURNEFEUILLE  
RCS 515 052 926.

N° PC : 2016RJ0646

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU C.A.M. Officines**  
14 A avenue de la Gare 31120 PORTET-SUR-GARONNE  
RCS 800 461 584.

N° PC : 2013RJ0119

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS SILIKEN FRANCE**  
8 chemin des Genêts Centre Secondo 31120 PORTET-SUR-GARONNE  
RCS 503 159 733.

N° PC : 2014RJ0052

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL LAUZERTE MICHEL**  
49 avenue des Pyrénées Centre Commercial Verte Campagne 31120 LA-CROIX-FALGARDE  
RCS 438 640 864.

N° PC : 2014RJ1151

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL RUBEN'S AUTOMOBILES**  
6 route de Paris 31150 FENOUILLET  
RCS 531 912 566.

N° PC : 2015RJ0019

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL TRANSPORTS OUCHENANE**  
8 Impasse de l'Hippodrome Appartement 15 31100 TOULOUSE  
RCS 533 173 381.

N° PC : 2015RJ0028

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL RENOVATION FENETRES ISOLATION 31**  
26 chemin de la Glacière 31200 TOULOUSE  
RCS 534 012 646.

N° PC : 2015RJ0029

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS à associé unique FUTURA SOLUTION**  
55 avenue Louis Breguet Bâtiment Ariane 31400 TOULOUSE  
RCS 790 820 385.

N° PC : 2015RJ0030

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL IMAGE**  
35 Chemin des Andains 31280 AIGRE-FEUILLE  
RCS 532 359 460.

N° PC : 2015RJ0051

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU Marcel**  
116 route de Labège 31400 TOULOUSE  
RCS 753 010 164.

N° PC : 2015RJ0052

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL LE FRANCE**  
41 avenue Raymond Sommer 31480 CADOURS  
RCS 802 954 735.

N° PC : 2015RJ0053

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SAS MONA FACTORY**  
16 barrière de Lombez 31300 TOULOUSE  
RCS 753 520 899.

N° PC : 2015RJ0065

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SCOPARL BOIS ET SOLEIL TOULOUSAIN**  
118 avenue du Comminges 31270 CUGNAUX  
RCS 791 330 285.

N° PC : 2015RJ0089

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU SOCIETE GENERALE DE BATIMENT ET DE CHARPENTE**  
59 rue du Pech 31100 TOULOUSE  
RCS 519 693 865.

N° PC : 2015RJ0105

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL SOGTRANS**  
6 avenue de Fondyre 31200 TOULOUSE  
RCS 789 593 860.

N° PC : 2015RJ0135

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SarL GARAGE DE LA PLACE**  
place du Château 31330 MERVILLE  
RCS 751 746 603.

N° PC : 2015RJ0356

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL ATA Group**  
26 chemin de la Glacière 31200 TOULOUSE  
RCS 533 721 981.

N° PC : 2015RJ0442

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL LIRANDA**  
2 chemin de Gabardie Centre Commercial Gramont 31200 TOULOUSE  
RCS 752 809 376.

N° PC : 2015RJ0511

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARLU THE LOFTS**  
76 allée Jean Jaurès 18ème Étage 31000 TOULOUSE  
RCS 521 385 245.

N° PC : 2015RJ0599

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**SARL SAMA INTERNATIONAL**  
52 boulevard Lascrosses 31000 TOULOUSE  
RCS 450 432 992.

N° PC : 2015RJ0062

Jugement du 07/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur EL MOUJADDIDI Mohamed El Baker**  
31 boulevard Charles de Gaulle 31800 SAINT-GAUDENS  
RCS 389 332 859.

N° PC : 2012RJ0379

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur KHATIBI Francis**  
11 impasse de la Bigorre ZAC du Mandarin 31600 EAUNES  
RCS 530 775 113.

N° PC : 2013RJ0092

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur LACOMBE Franck**  
13 route de Lèguevin 31490 BRAX  
RCS 409 034 402.

N° PC : 2015RJ0080

Jugement du 09/02/2017 : clôture pour insuffisance d'actif de  
**Monsieur ELAOUAMAD Abdellatif**  
26 rue de la Bourdette 31470 FONSORBES  
RCS 531 419 810.

## DIVERS

N° PC : 2014RJ1145

Jugement du 09/02/2017 : modification du plan de sauvegarde  
**SARL MRJ ROQUES**  
8 allée de Fraixinet 31120 ROQUES  
RCS 494 182 496  
Commissaire à l'exécution du plan : la SCP CAVIGLIOLI-BARON-FOUROUIE en la personne de Me CAVIGLIOLI 10 rue d'Alsace-Lorraine 31000 TOULOUSE.

Jugement du 09/02/2017 prononçant l'extension de procédures collectives de :

**SA BOXER BIKES**  
36 rue Georges Ohnet 31200 TOULOUSE  
No RCS : 315 388 298 RCS Toulouse à la SA ROAD MASTERS – 36 rue Georges Ohnet – 31200 TOULOUSE  
RCS 393.468.459  
à la SARL MD GESTION – 36 rue Georges Ohnet – 31200 TOULOUSE  
RCS 421.974.858  
Et constate la confusion des patrimoines. Liquidateur judiciaire : Me VINCENEUX Liliane 5 rue du Prieur BP 28027 31080 TOULOUSE Cedex 6.

Pour vos demandes de devis :



Notre numéro de téléphone :

09 83 27 51 41

Notre adresse mail :

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

## MARCHÉ PUBLIC



**Identification de la collectivité contractante** : Commune de Lagardelle-sur-Lèze (31870)

**Mode de passation choisi** : Procédure adaptée

**Nature du Marché** : Marché de travaux  
**Objet** : Réalisation d'une liaison douce avec busage et trottoirs chemin de la Cra-bo

**Retrait des dossiers** : Mairie de Lagardelle-sur-Lèze, service urbanisme Tél. 05.62.11.59.85 courriel : christianfont@orange.fr ou par téléchargement www.accesmapa.fr ou www.marchesonline.com

**Critères d'attribution** : Valeur technique de l'offre : 55 % - Prix : 45 %

**Date limite de réception des offres** : Mercredi 29 mars 2017 à 12 heures

**Date d'envoi de l'avis de publication** : Lundi 20 février 2017

**Date de début des travaux** : Mai 2017

## CONSTITUTIONS

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution, sans apport en nature de la Société Civile «**SCI LES VIGNES DE CAPENS**».

**OBJET** : - L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, la location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles; - La construction et la restauration de tous immeubles commerciaux, professionnels et d'habitation; - Et d'une façon générale, toutes opérations mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement et indirectement à l'objet précité, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société. **SIÈGE SOCIAL** : NOE (31410) impasse Ramoundet n°6, ZAC des Serres.

**DURÉE** : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. **CAPITAL SOCIAL** : 1.000 Euros libéré entièrement divisé en 100 parts de 10 Euros constitué uniquement d'apports en numéraire. **GERANCE** : Monsieur Jean-Philippe CHET-CUTI, demeurant à RIEUX (31310) rue Saint Julien N°22. **CESSION DE PARTS** : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et entre conjoints, ascendants et descendants. Elles sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux et en cas d'apport à une société-holding dont l'associé-apporteur est majoritaire avec les membres directs de sa famille (conjointe et enfants) exclusivement. Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers qu'avec le consentement des associés représentant plus des trois quarts du capital social. **IMMATRICULATION** : RCS de TOULOUSE.

### SCP

« **Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, notaires associés** »  
56 RUE DU PRÉSIDENT WILSON  
31220 CAZERES SUR GARONNE

### Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Philippe CHALLEIL, Notaire associé à CAZERES SUR GARONNE (31220), le 17 février 2017, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Et accessoirement, la construction et la vente ces immeubles construits.

La dénomination sociale est : SCI MILA. Le siège social est fixé à : COLOMIERS (31770), 4 allée du Gévaudan.

La société est constituée pour une durée de 99 années. Le capital social est fixé à la somme de : CENT EUROS (100,00 EUR) composé uniquement d'apports en numéraire.

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le premier gérant de la société est : Madame Marie-Ange GARCIA, épouse de Monsieur Cédric PERSONNE, demeurant à TOURNEFEUILLE (31170), 6 Rue du Val de Louron.

La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

**Pour avis  
Le notaire.**

Par acte SSP du 28/01/2017, il a été constituée une SARL dénommée : « **RABSO TRAVAUX** » au capital de 1000 euros. Siège social : 17 rue des Ecoles 31530 LEVIGNAC. Objet : travaux d'électricité générale du bâtiment. Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Toulouse. Gérant : M. MONTNACH Benoit demeurant 17 rue des Ecoles 31530 LEVIGNAC nommé pour une durée indéterminée.

### Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 8 février 2017, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

**DENOMINATION** : JMW CAPITAL  
**FORME** : Société par Actions Simplifiée (SAS)

**CAPITAL** : 4.000.000€  
**SIÈGE** : Le Crac 31290 GARDOUCH

**OBJET** : Prise de participation dans toutes sociétés, contrôle et participation active dans la conduite des filiales ; soutien financier administratif et juridique à ses filiales ; toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :  
- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;  
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ;  
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

**DURÉE** : 99 ans  
**ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE** : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

**AGREMENT** : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément donné par décision de la collectivité des actionnaires statuant selon les règles définies à l'article 18 «Agrément des cessions» des statuts.  
**PRÉSIDENT** : Monsieur Jean-Michel WURFEL, demeurant Le Crac 31290 GARDOUCH

**IMMATRICULATION** : au RCS de Toulouse.

**Pour avis,**



### Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par **Me Nicolas GATUMEL**, notaire à TOULOUSE, le 20/02/2017, il a été constitué la société dont les caractéristiques sont :

**Forme** : Société par Action Simplifiée  
**Dénomination** : JVMD  
**Siège** : CASTELGINEST (31780), 12, rue de la Barthe

**Durée** : 99 ans à compter de son immatriculation

**Objet** : Le traitement de données, l'hébergement. Le conseil sur les fins de défiscalisation. Et plus généralement, toutes opérations financières, industrielles ou commerciales, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ainsi que la participation de la société à toutes entreprises, groupements d'intérêt économique, sociétés créées ou à créer dont l'activité est susceptible de concourir à la réalisation dudit objet, et ce par tous moyens, notamment par voie d'apport, de souscription ou achat d'actions, de parts sociales, d'obligations ou de tous titres quelconques, de fusion, de scission, d'apport de société en participation, de groupement, d'alliance, de commandite ou autres.

**Capital social** : 1.000,00 €, divisé en 1000 actions de 1€ chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs. Apports entièrement en numéraire.

**Président** : Monsieur Arnaud LARROZE, demeurant à CASTELGINEST (31780), 12 rue de la Barthe.

**Directeur Général** : Monsieur Julien MENIER demeurant à RENNES (35000), 2 Place du bas des Lices

**Conditions d'admission aux assemblées et exercice du droit de vote** : être actionnaire. Une action égale une voix.

**Cession d'actions** : Libres entre associés. Toute autre cession soumise à agrément.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

**Pour avis, La gérance.**

Aux termes d'un acte SSP en date du 16 février 2017 il a été constitué une société

Dénomination sociale : WELLNESS AND BEAUTY BY EGEC, Siège social 12 avenue Etienne Billières 31300 TOULOUSE, Forme SASU, Capital 100 Euros, Objet sociale vente de produits cosmétiques et parfumerie, présidente Madame EKOUMA Christelle demeurant 5 rue Jean Parisot de la Valette apt 5132, 31100 TOULOUSE élue pour une durée indéterminée. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

### Avis de constitution

Forme : SASU Dénomination : LIDWINA  
Siège Social : - 1 rue de Verdun, 31790 ST JORY - Capital Social : 1 000 euros souscrit en numéraire - Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse - Objet : Soins énergétiques corporel. Accompagnement individuel et de groupe dans le développement personnel. Formation continue. Les cessions d'actions sont librement cessibles et négociables.

Présidente : Madame MELLADO Ludvine demeurant au 298 G Route de Villaudric, 31 620 Bouloc.

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :

**DENOMINATION** : EURL LE FOUSSERET OPTIQUE

**FORME** : Société unipersonnelle à responsabilité limitée

**SIÈGE SOCIAL** : 12, Place de la Halle - 31430 LE FOUSSERET

**OBJET** : Opticien-lunetier, commerce de détail d'optique : vente et montages de verres correcteurs, vente de lunettes, vente de lentilles de contact, vente de produits d'entretien pour les lunettes et les lentilles, vente d'articles divers

**DURÉE** : 99 ans

**CAPITAL** : 5 000 euros

**GERANCE** : Céline BERNIER, épouse CAZENEUVE, demeurant 546, Rue du Tapiou - 31220 MONDAVEZAN

**IMMATRICULATION** : au RCS de TOULOUSE.

**Pour avis.**

Suivant acte authentique en date du 13/02/2017, il a été constitué une SASU. Dénomination : CAP AUTOMOBILES. Objet : - Achats ventes de véhicules neufs et d'occasions, location de véhicules, grosse et distributeur de pièces détachées neuves et d'occasions pour automobiles et agricoles, prestations mécanique et carrosserie, démantèlement d'épaves, distributeur de presse, services administratifs - Siège social : 4 rue de roques 31270 VILLENEUVE TOLOSANE. Capital : 4000 €. Durée : 99 ans. Président: M. Driss EL BOUZAKRI EL IDRISSEI, 5 rue des bergeronnettes 31270 VILLENEUVE TOLOSANE. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Aux termes d'un acte SSP en date du 15/02/2017, il a été constituée une société avec une dénomination : «**WHO KNOWS T**», siège social: 17 impasse du Cimetière Apt C42, 31200 TOULOUSE. Forme : SASU. Capital : 100 euros. Objet social : Tous travaux de peinture intérieure, protection et pose de revêtements de sols et murs. Président : Monsieur BROBBEY Kofi Gabriel demeurant 17 impasse du cimetière apt C42, 31200 TOULOUSE, élu pour une durée indéterminée. Durée : 50 ans à compter de son immatriculation au RCS de Toulouse.

Suivant acte authentique en date du 20/02/17, il a été constitué une SASU. Dénomination : FIS PEINTURE. Objet : Peinture en bâtiment, plâtrerie. Siège Social : 60 allée de Bellefontaine, bâtiment H, 31100 Toulouse. Capital : 100 euros. Durée : 99 ans. Président : Mr Mohamed Dhakar demeurant 60 allée de Bellefontaine, bâtiment H, 31100 Toulouse. Immatriculation au RCS TOULOUSE

Par acte SSP du 23/02/2017, il a été constitué l'EURL suivante : Dénomination : TMC 31. Siège social : 76 rue Saint Jean, 31130 Balma. Objet : Toutes activités de courtage en opérations de banque, en services de paiement et toutes activités d'intermédiaire de société de crédit et d'assurance emprunteur. Durée : 99 ans. Capital : 15 000 euros. Gérant : Elisabeth Chatail demeurant 18 rue des Droits de l'Homme, 31130 Balma. Immatriculation : au RCS de Toulouse.

## TRANSFERTS DE SIÈGE

### GRAND TOULOUSE

**M+**  
**SARL au capital de 1000€**  
**Siège social : 71 rue Louis Vitez**  
**31400 TOULOUSE**  
**RCS de TOULOUSE 509 331 096**

L'associé unique a décidé le 1er février 2017 de transférer à compter du 1er février 2017 son siège social qui était au 71 rue Louis Vitez-31400 Toulouse à l'adresse suivante : 16 Rue du Mail 69004 LYON. Les statuts ont été modifiés, en conséquence.

**Pour avis et mention.**

SMB GROUP, SAS au capital de 1000€, RCS Montpellier 814412565. L'AG du 31/01/2017 a décidé de transférer le siège social de la société du 10 PARC CLUB DU Millénaire 34000 Montpellier au 5 Esplanade Compans Cafarelli CS57130 BAT A 31071 TOULOUSE CEDEX 7 à compter du 01/02/2017. Radiation du RCS Montpellier et immatriculation au RCS Toulouse.

SCI PONT NEUF 31 au capital de 5000 euros siège social H7 209 avenue de Castres 31500 Toulouse N° siret 75172460000018, Gerant Monsieur Zheng Ling YU . Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30/01/17, les associés ont décidé de transférer à compter du 06/02/17 le siège social qui était à H7 209 Avenue de Castres 31500 Toulouse à l'adresse suivante 14, Place intérieure Saint-Cyprien à 31300 Toulouse.L'article 4 des statuts a été modifié, en conséquence.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe de Toulouse.

**Pour avis et mention,  
Le Gerant**

## MODIFICATIONS OBJET SOCIAL

Forme : S.A.S.-Dénomination : SCB CONCEPTS, au capital de 500.00€.

**SIÈGE** : 61 rue Pierre Cazeneuve 31200 TOULOUSE, 812.251.742.00027 RCS TOULOUSE. L'AG du 01/02/2017 a décidé d'étendre l'objet social à : Domiciliation commerciale des entreprises, Formation du dirigeant et de ses collaborateurs dans les domaines, de la gestion, des ressources humaines, du management et ce à compter du 01/02/2016. Modifications au RCS TOULOUSE.

### SMC-BAT

**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 5 000 euros**  
**Siège social : 50 RUE DES LACS**  
**31150 LESPINASSE**  
**821 463 866 RCS TOULOUSE**

### Avis de Publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 6 Juillet 2016 : Il a été décidé de modifier l'objet social à compter du 6 Juillet 2016

En conséquence, l'article «Objet» des statuts a été modifié comme suit :

- Ancienne mention :  
Maçonnerie générale, Structures bétons avec coffrage et armatures, Carrelage, Plâtrerie, finitions intérieures et extérieures

- Nouvelle mention : Maçonnerie générale, Structures bétons avec coffrage et armatures, Carrelage, finitions intérieures et extérieures

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

**Pour avis.**

## NON-DISSOLUTION

### SAS ARCHE

**Société par actions simplifiée**  
**au capital de 1 000 €**  
**Siège social : 13 Rue de Taur**  
**31880 LA SALVETAT SAINT GILLES**  
**808 644 686 RCS TOULOUSE**

### Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 20 Septembre 2016, il résulte que : L'assemblée générale extraordinaire, statuant conformément à l'article L 225-248 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la Société.

Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

**Pour avis.**

## DIVERS

### SOCIETE D'EXPLOITATION ESPACE BOIS

**Société à responsabilité limitée transformée**  
**en société par actions simplifiée**  
**au capital de 21 000 euros**  
**Siège social : Lieu-dit Le Pech**  
**31460 TOULONS**  
**392127064 RCS TOULOUSE**

### Avis de transformation

L'AGE des associés du 31 janvier 2017, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en SAS à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 21 000 euros.

**ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE** : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant celle-ci, à zéro heure, heure de Paris.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

**TRANSMISSION DES ACTIONS** : entièrement libre, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Monsieur Rémy ZAGO, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société.

Sous sa nouvelle forme de SAS, la Société est dirigée par :

**PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ** : Monsieur Rémy ZAGO, demeurant 23 chemin des Pyrénées 31290 VILLENOUVELLE.

**Pour avis,  
Le Président**

## SOCIETE PYRENEES Expertise comptable et commissariat aux comptes SOPYREC

**SAS en cours de transformation en SARL au capital de 40 000 Euros**  
**Siège social : PERISUD,**  
**13 rue André Villet**  
**31400 TOULOUSE**  
**RCS Toulouse 317 454 338**

Par décision du 31/01/2017 l'associé unique a décidé la transformation de la société en société à responsabilité limitée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société. La dénomination de la société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.

Le capital social reste fixé à la somme de 40 000 euros, divisé en 2500 parts sociales de 16 euros chacune.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Sous sa forme de société par actions simplifiée, la société était dirigée par Monsieur Olivier CONSALES, demeurant 45 rue Demouilles TOULOUSE 31400 (Président) nommé aux fonctions de gérant de la société sous sa nouvelle forme.

La société n'étant pas tenue d'avoir de Commissaire aux comptes, il a été mis fin aux fonctions de la société EURAUDIT Commissaire aux Comptes titulaire, et de la société PHILIPPE CONTE FRANTZ MIRAL, Commissaire aux Comptes suppléante.

**Pour avis.**



S.A Colomiers Habitat - 8 Allée du Lauragais - BP 70131 - 31772 COLOMIERS CEDEX. VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à COLOMIERS - Résidence LE BEARN - Année 1990 - COPROPRIETE de 110 Lots Sans objet de procédures. 20 Allée du Béarn APPT 353- T 3 - 66 m<sup>2</sup> - 5ème et dernier étage avec balcon et ascenseur - Prix de Vente réservé aux locataires de Colomiers Habitat 105 700 € avec Garage - DPE : C - Charges de Copropriété 2015 : 954 €  
Contactez le Service Vente au 05 81 501 501 ou cpalasc@colomiers-habitat.fr

### YASA

**Société à responsabilité limitée**  
**au capital de 5 000 euros**  
**Siège social : 4, Rue Labouche**  
**31100 TOULOUSE**  
**821 855 228 RCS de Toulouse**

### Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'A.G.E. du 11/01/17, il résulte que :

- Suite à une cession de parts sociales, l'EURL devient une SARL.

- Madame Rosa BOUKRIF, nouvelle associée, demeurant 19, Rue Lamartine - 81000 ALBI, a été nommée gérante.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

**Pour avis.**

M. AMORIM JEAN-PAUL, né(e) le 25/09/1972 à TROYES (10000), demeurant 1 RUE DE L'AUTAN 31140 LAUNAGUET, dépose une requête auprès du garde des sceaux à l'effet de substituer à son nom patronyme celui de AMORIN.

## RECTIFICATIFS

RECTIFICATIF à l'insertion légale parue dans le numéro 723 du 26 01 2017 concernant la société MT RESTAURATION : Il convient de lire par acte sous seing privé en date du 16 01 2017.

ADDITIF A L'INSERTION LEGALE PARUE DANS LE N° 723 DU 26 01 2017 CONCERNANT LA CONSTITUTION DE LA SOCIETE : LA BEAUTE D'ARBRES  
Il convient de rajouter dans l'adresse du siège social et l'adresse du gérant, la précision suivante : Appartement 20.

Rectificatif à l'annonce parut le 09/02/2017 n°725 il fallait lire EVOLENCE TRAVAUX RENOVATION DEMOLITION PEINTURE TOULOUSE.

Rectificatif à l'avis parue dans le n° 726 du Journal Toulousain, il convient d'ajouter que l'AGO du 20.06.13 de la SARL Restaurant La Tassée a constaté le quitus et décharge du mandat du liquidateur.

Rectificatif à l'avis d'insertion dans le N°716 DU 08/12/2016 concernant la SAS EBC. Il convient de lire Mr CILGI au lieu et place de Mr CILBI ancien président.

LA MEILLEURE FAÇON DE  
**TROUVER**  
UN TRAVAIL  
C'EST D'ALLER AU

**TAF**

LE SALON  
TRAVAIL-AVENIR-FORMATION  
DE LA RÉGION

**3/4 MARS**  
**TOULOUSE**  
PARC DES EXPOSITIONS  
9H30 - 17H30

+ Plus d'infos sur ► [laregion.fr](http://laregion.fr)



Toutes vos questions formation au

**0 800 00 70 70**

APPEL GRATUIT DEPUIS UN POSTE FIXE

Inscription entreprises **3995**

(0,15 euro/min)

